

LA DIVERSITÉ DES HÉRITAGES ET LA CONSTRUCTION D'UNE TOTALITÉ EUROPÉENNE

Vitorino Magalhães Godinho

0 — Poser les problèmes

La mise en place des institutions européennes et les nouvelles formes d'inter-relations et de vie des populations se déroulent sous des pressions conjoncturelles et l'influence des réseaux d'intérêts. Elles ne sont pas guidées par une problématisation structurelle et une réflexion approfondie tenant compte de l'histoire, de la géographie, des assises sociales et économiques, des mentalités, ni par l'insertion dans le bouleversement du monde d'aujourd'hui.

Raisons qui nous amènent à proposer ici trois grandes directions de mise en question et de pensée:

- 1) Les priorités dans la construction européenne: l'économique? Le politique? Le social et le culturel? Ou plutôt la synergie de ces facteurs et instances, dans le but de bâtir une civilisation de la dignité?
- 2) Modernisation, développement: mais qu'est-ce que c'est moderniser et développer? Leur indispensable articulation aux modes de vie et façons de sentir, penser et agir, aux systèmes de valeurs et d'attitudes. L'insertion du culturel dans la logique de l'économique.
- 3) Champs et niveaux d'homogénéisation et préservation des diversités: législation et réglementation; l'institutionnel; le politique; le techno-économique; les pratiques fondamentales.

1 — Chemins suivis, priorités à définir

«Si c'était à refaire, je miserais sur le culturel»: dommage que Jean Monnet n'ait pas corrigé ainsi le bilan de son action. Alain Minc vint souligner combien la perspective economiciste, aggravée par la trop longue présidence de Jacques Delors, a faussé, et fausse toujours l'édification de l'Europe, car ce sont les textures politiques et culturelles qu'il faut dresser d'abord.

1.1 — Pourquoi avoir suivi ces chemins?

Certes, le chemin réellement suivi s'explique par la nature des difficultés rencontrées à la fin de la Guerre de 39-45. Il était impérieux de parer avant tout à ses ravages dévastateurs. Donc nourrir, vêtir, loger, garantir le minimum de santé aux êtres meurtris. Le marxisme exerçait alors une très forte influence sur les idéologies dominantes, ce qui renforçait le primat de l'économique im-

posé par la situation réelle. Le plan Marshall venait en aide aux pays européens, mais il fallait gérer son application. Et d'autre part les USA et l'URSS de Khrouchtchev lançaient le défi d'un développement accéléré. Les Européens ne sauraient se confiner à la reconstruction: sans doute d'abord ils avaient à déblayer les ruines et à réédifier, à remettre en état les chemins de fer et les routes; comme il leur fallait relancer le fonctionnement des institutions de la démocratie formelle. Mais ils étaient poussés par de nouvelles aspirations: le combat pour la démocratisation sociale et culturelle, le *welfare state*, l'accès de larges tranches de jeunes à l'enseignement supérieur, les services sociaux bénéficiant toute la population, la modernisation technologique. Transformations rendues possibles grâce à l'économie mixte instaurée par les nationalisations, le capital au service de la société.

Cette emprise de l'État ne favorisait pas le mouvement de coopération européenne, sauf de façon restreinte sur quelques problèmes stratégiques. Les bâtisseurs de l'Europe choisirent donc le charbon et l'acier, dans la lignée des vecteurs économiques traditionnels. La suprématie militaire écrasante des deux superpuissances, les défaites allemande et italienne et la position gaulliste empêchaient d'envisager l'unification armée du continent, que l'expansion soviétique semblait pourtant rendre souhaitable. Et de même sur le plan politique, les divisions de formes d'organisation rendaient ce rapprochement trop difficile.

1.2 — La réorganisation des espaces et des sociétés-civilisations.

L'aspiration à l'organisation nationale, qui s'était renforcée avec la Première Guerre Mondiale (effondrement des empires austro-hongrois et ottoman, échec de l'allemand) se lie avec l'anti-colonialisme et soulève les continents africain, asiatique, sud-américain. Car le modèle *nation* n'avait été transféré d'Europe qu'aux Amériques et le modèle asiatique — la Chine —, quoiqu'avec des ressemblances, ne contenait pas la même force de rayonnement. La configuration nationale était restée géographiquement restreinte, et d'ailleurs était récente dans le temps, dans de nombreux cas. À travers le continent les formations nationales et les formations impériales avaient été en tension depuis des siècles, et les secondes ont favorisé des configurations qui contrecarraient les premières. Si le cheminement de l'Europe et le cheminement des nations s'appuient mutuellement, la genèse et l'organisation nationales présentent des dyschronies frappantes, voire suivent des tracés différents. Car l'identité nationale n'est pas une donnée, quelque chose de fait une fois pour toutes, et qui ne change pas; c'est une invention permanente d'un passé et d'un avenir, intégrant des instances diversifiées, selon les possibilités de chaque époque. Réfléchissez aux destins si contrastés du Portugal, de l'Espagne, de la France, de l'Italie. Le royaume portugais a ses frontières définies dès 1297, qui resteront immuables; mais il s'était formé en coupant dans l'homogène — la Galice restera en dehors —, et en annexant l'hétérogène — le Sud musulman. C'est un État fortement intégré, malgré sa diversité intérieure, d'une part, l'expansion et l'émigration, constantes structurelles, d'autre part. La France est devenue aussi un État bien assemblé,

mais tardivement — Braudel soulignait le rôle des chemins de fer et de l'enseignement primaire; mais dès très tôt il y a un noyau dur, et l'ensemble des duchés, comtés et régions seront intégrés à plusieurs étapes; si des différences subsistent, elles s'imbriquent dans un tout structuré. Dans la Péninsule Ibérique, des royaumes divers se sont constitués, ayant comme assises des nationalités qui persisteront malgré la mainmise de la Castille, politico-militaire; superposition centralisatrice (grâce à l'union dynastique) sans intégration culturelle-sociale, et connaissant des oscillations entre centre et périphérie, aux relations tendues. Mais situation qui s'installe dès la fin du xve siècle. L'Italie, en revanche, ne sera unifiée qu'au xixe siècle. Au départ, les communes du Nord, l'État de l'Église au centre, les monarchies dépendantes de l'extérieur dans le Mezzogiorno; l'intégration réussie laissera des écarts accentués de développement entre le Nord et le Sud.

Une telle richesse de contrastes, s'assemblant en une totalité en devenir, marquera la construction européenne, en tant que synthèse des identités nationales. C'est une instance essentielle — de l'être même —, qu'il faut à tout prix préserver. Mais n'oublions pas, à travers les temps, les organisations successives de grands espaces, dont les dernières viennent de se fracturer sous nos yeux étonnés. Car chaque région linguistique, chaque configuration ethnique, chaque enclave religieuse refuse dorénavant de vivre dans le même État que les autres, malgré la cohabitation qui a existé parfois longtemps. On veut couper les inter-relations des différences, on repousse les emprunts aux autres; ainsi se créent de nouvelles identités, fanatiquement affirmées, dressant des enceintes à ne pas franchir, ou voulant s'imposer à l'extérieur — contraindre à accepter l'absolu, n'engageant aucun dialogue. Ce ne sont pas seulement les configurations politico-militaires (avec un centre opresseur) qui volent en éclats: il est difficile d'être une nation, déchirée par le local et le régional. Pulvérisation en «cultures» barricadées en elles-mêmes, penchant à abolir la «culture» — la civilisation, l'unité des hommes. La terreur, la violence des armes ont la parole, la raison se tait, impuissante. Le spectacle de l'ancienne URSS, ou de feu la Yougoslavie, de l'Irlande ou du Pays Basque est là, sans malheureusement nous contraindre aux initiatives indispensables.

La Communauté Européenne se voit dramatiquement confrontée à la désagrégation de l'Est, qui représente davantage que l'effondrement d'une des deux superpuissances naguère équilibrant le monde. Parce que c'est la débâcle de formes sociales et économiques qui avaient nourri l'espoir des hommes, ainsi que d'idéologies et cultures que l'humanité inscrivait dans son patrimoine. Désormais l'Europe ne saurait se définir sans embrasser dans son horizon ce l'Est incertain qui l'a ébranlée dans ses certitudes. D'autre part, le reste du globe a profondément changé, les USA, seule superpuissance, traversent une crise dont le dénouement n'est pas tracé, et ne sont plus un modèle pour les autres continents. Car autour du Pacifique c'est l'ascension d'un nouveau complexe dessiné par le Japon, la Chine (plus d'un milliard d'hommes), l'Ouest nord-américain. Et ailleurs de nouvelles puissances, moyennes, entrent en jeu — l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, la Turquie, voire l'Irak (où le régime totalitaire reste une menace grave, par la faute de Bush), l'Algérie.

1.3 — Redessiner la nation possible et nécessaire aujourd'hui et inventer l'étage supranational

Les risques pressants d'émiettement et d'impérialisme moyen rendent impérieux de bâtir ensemble, corrélativement, les nouvelles formes des nations et l'organisation politique supranationale, ainsi qu'un ordre international susceptible de remplacer de monde bi- ou uni-polaire. Jusqu'ici on s'est contenté de superposer aux différents pays des institutions qui reproduisent à l'échelle continentale les institutions de chacun d'eux, en transférant simplement quelques composantes de souveraineté. Sans oublier le montage d'un lourd appareil bureaucratique, à efficacité extrêmement réduite. La Communauté est gouvernée par des délégations des gouvernements et des administrations nationales, le Parlement, quoique élu au suffrage universel, ne jouant qu'un rôle très subalterne. On n'aboutit qu'à des compromis d'intérêts et à des balances de forces, sans définir une véritable politique pour la totalité et sans que les citoyens puissent faire entendre leur voix.

Premier point: la souveraineté dans l'UE doit revenir au corps élu directement. Sans que les partis nationaux soient les intermédiaires obligés. L'Europe en tant que communauté des citoyens: donc définie par un acte constitutif voté par les représentants de peuples et où soient inscrites les limites de pouvoir des organes supranationaux.

Deuxième point: pas de confusion entre le gouvernement de l'UE et les gouvernements des États membres. Un organe léger, à la présidence rotative (?) mais longue et siégeant dans la capitale de la Communauté et ne représentant pas les organes des nations.

Troisième point: alléger vigoureusement l'appareil administratif commun, sans doubler les administrations nationales ni chercher à se substituer à elles.

Quatrième point: une politique étrangère commune, jamais subordonnée à une superpuissance quelconque, capable d'influencer les destinées de la planète et d'imposer les grandes valeurs humanistes.

Cinquième point: une force militaire commune, en dehors de tout système d'alliance avec quelque puissance extérieure. Cette force doit être à même d'intervenir autonomement, de façon à éviter des drames affreux comme le yougoslave ou l'écrasement des Kurdes. Les deux points 4 et 5 auraient évité que les USA ne prennent pas le rôle de l'Europe, déboussolée.

Sixième point: chaque État doit préserver sa souveraineté de façon à repousser le rouleau d'homogénéisation, ou la mainmise des mamouths internationaux sur son économie au détriment de ses intérêts propres. Car la soi-disante internationalisation n'est que la dépendance des sociétés et de leurs capacités d'initiative et choix à un étage supérieur de pouvoirs sans frein (l'impérialisme de Lénine).

1.4 — De la démocratie comme charpente, et de la démocratisation comme voie d'évolution des sociétés

Dès la conquête de la démocratie formelle un immense espoir a soulevé les êtres humains: l'avenir était à la démocratie intégrale — économique, sociale, culturelle, en plus de politique — les droits de l'homme et du citoyen al-

laient être élargis à tous ces domaines en assurant une société et une civilisation de plein épanouissement de la personne et d'affirmation dans la dignité. L'entre deux guerres sous l'égide des régimes totalitaires n'aurait été qu'un intermezzo, dépassé après 1945, quand le développement à vive allure et la nouvelle révolution technologique lancèrent l'humanité dans ce qui semblait l'utopie de la consommation.

Mais les progrès foudroyants du capitalisme, d'une part, les résurgences fanatiques et les luttes des nationalités, d'autre part, l'essor des moyens de communication de masse, en outre, paralysèrent progressivement le fonctionnement de la démocratie et restreignirent de nouveau l'aire géographique où elle est pratiquée ou en train de naître. Car le génèse de la démocratie est encore plus récente que celle des nations, et sa cartographie est restée pareillement restreinte. Encore aujourd'hui l'Afrique lui échappe en majeure partie, en Amérique Latine elle n'est pas bien affermie et de vastes poches totalitaires y subsistent, en Asie elle reste rare et fragile — jusqu'au bord de la Méditerranée inclus; l'ex-URSS et les anciens satellites s'y essayent à peine. Certes l'immense monde totalitaire commence à être entamé et par ci et par là des régimes de transition font des percées. Néanmoins le plus grave, et ce qui empêche la société démocratique de faire tache d'huile, c'est la morosité dans laquelle sont tombées les nations libres à tradition enracinée. Voyez les USA, coupés en plusieurs sociétés juxtaposées et en tension prête à éclater en violence incontrôlable. Les Noirs ont lutté pour leur place dans ce que l'on croyait être le *melting pot*, d'abord par les moyens violents, avec Malcom X: assassiné en 1965; puis en suivant l'évangile de Gandhi, avec Luther King: mais lui aussi et son rêve ont été assassinés en 1968. Comme l'a été Kennedy. Et récemment les policiers meurtriers d'un noir ont été acquittés. La frontière est devenue sociale et culturelle, dans cet immense pays où la pauvreté et l'analphabétisme reprennent dangereusement, où les mafias orientales ont pris la relève des italiennes, l'économie passe aux mains des Japonais: la démocratie américaine s'est montrée inefficace à l'intérieur, et en tant que puissance mondiale a échoué au Viet-Nam, laissé en place les régimes totalitaires du Proche Orient, consenti au génocide des Kurdes, de Timor, du Rwanda. Le naufrage de l'Europe devant l'enfer inimaginable de la Yougoslavie força les EUA à l'intervention qui ouvrit l'espoir de la paix.

Partout dans les «démocraties» on abandonne les idéaux et les valeurs innovatrices, on enterre les idéologies, imposant ainsi de nouveau l'idéologie unique, qui serait la vérité aux axiomes indiscutables. Les citoyens n'ont plus de choix, on écarte la possibilité de voies alternatives et d'avenirs différents. Les moyens de communication de masse, liés à la nouvelle industrie, créent des pouvoirs et sont manipulés, contrôlés par eux; maintenant on fabrique sur le champ les événements, l'*histoire immédiate* est le nouveau mythe façonnant l'opinion publique, écrasée par le déferlement de l'information dont on n'arrive plus à organiser critiqueusement l'apport. Ces media audio-visuels remplacent même l'information et la réflexion par le spectacle, mis en scène d'ailleurs pour le profit. Comme l'écrit Jean-Jacques Salomon, dans ce *monde-spectacle* contemporain la marchandise parvient à l'occupation totale du temps.

Cette perversité de la communication sociale résulte en partie de sa transformation en activité industrielle, liée aux géants mondiaux. Toute l'économie a

été remaniée par la constitution des multi ou transnationales et leur emprise tentaculaire. L'État, national, ne les contrôle plus et abandonne la direction de l'économie, dont la planification revient à ces mamouths. L'internationalisation économique les fait échapper à l'intervention des consommateurs et des citoyens, ainsi qu'aux organes des pouvoirs démocratiques. L'État se débarrasse des fonctions que la démocratisation lui attribuait — santé, éducation, recherche scientifique, sécurité sociale, activités culturelles non rentables ... —, au nom d'un pseudo-libéralisme qui tue la démocratie. Mais l'Administration Publique continue de se gonfler malgré les soi-disantes rationalisation et modernisation, la charge fiscale s'aggrave quand les dépenses devraient diminuer — ce sont les institutions et activités-spectacle qui dévorent la richesse sans contribuer en rien au mieux-être des sociétés.

Cette lourdeur de l'État se conjugue avec la «léninisation» de l'économie pour coïncider les classes moyennes, dont le volume et le poids auraient dû pourtant croître: car la paysannerie a presque disparu des sociétés avancées — 7 % au maximum —, la classe ouvrière se rétrécit et transforme en bonne partie en tertiaire, il y a hypertrophie des cadres. Cette évolution, paradoxale au moins en apparence, amène la crise du syndicalisme, devenu moyen de lutte de minorités ouvrières et de larges couches de fonctionnaires et cadres; d'où la force de paralysation de ses actions, sans que pour autant elles réussissent à ouvrir de nouveaux chemins d'avenir. Crise aussi des partis politiques, les parlements se voyant en fait amputés de beaucoup de leurs pouvoirs (qui dépendaient de cette force perdue des couches moyennes).

Les citoyens ne participent guère aux prises de décision des pouvoirs, et ne disposent pas non plus de moyens efficaces de les contrôler. C'est-à-dire que les institutions ne sont plus adéquates à la manière de vivre d'aujourd'hui, aux conditions sociales et culturelles présentes. Mentionnons l'Administration Publique: un concept anachronique, avec ses normes s'appliquant aux branches les plus diverses, les fonctionnaires sans formation différenciée et aux carrières artificiellement parallèles. Partout règne la «gestion», imposant sa soi-disante loi aux médecins, professeurs, chercheurs, bibliothécaires: or la gestion ne doit être qu'un instrument au service des organismes, subordonné à la direction scientifique, technique, etc.; chaque domaine d'activité doit s'organiser en système différencié, avec ses contraintes propres. Et c'est à celles-ci que doit plier l'action des Finances, et non le contraire.

Ce n'est qu'en remplaçant par des systèmes organisationnels spécifiques la vieille et caduque machine administrative que l'on parviendra à débureaucratiser et à rendre efficace l'activité de l'État. Car, comme l'a dit Alain Minc, il nous faut toujours plus d'État mais moins d'administration. En même temps qu'on réduira drastiquement l'État-spectacle, super-structure plutôt inutile. Ainsi, il faut édifier un autre État, aux formes nouvelles, remplissant un large éventail de fonctions en symbiose avec la société civile. C'est-à-dire que les institutions formeront des ensembles à différents niveaux de sorte qu'elles soient toujours à la portée et le fait des citoyens. La démocratie réelle exige la pluralisation des pouvoirs et une organisation étagée. Mais il faut impérieusement organiser la cohérence de ces pouvoirs, que l'État actuel n'assure point. La notion-clé est évidemment la citoyenneté.

1.5 — L'Europe, une totalité en mouvement, composée de nations, assise sur les citoyens

L'Europe n'est pas une évidence dans la texture de ce continent à l'histoire si bouleversée. Des courants de pensée et sociaux-politiques ont préféré les empires, d'autres méconnaissaient les nations et cherchaient à bâtir l'universalisme: ainsi Érasme. En opposition, Machiavel se battait simultanément pour la formation nationale et un ensemble européen. De même, quatre siècles plus tard, Julien Benda, qui écrit tant *l'Histoire des Français dans leur volonté d'être une Nation* que le *Discours à la Nation Européenne*. Ce sont les deux vecteurs d'orientation, à condition de les entendre comme deux formes d'expression corrélatives d'une société assise sur la citoyenneté et l'humanisme. Les gouvernements ont tort de vouloir imposer leurs cuisines, car la construction européenne ne sera légitime que dans la mesure où les populations soient parfaitement conscientes des enjeux et les discutent en profondeur, se prononçant clairement en faveur de telle ou telle solution. Chemin que le gouvernement portugais n'a pas suivi, hélas.

2 — Modernisation, développement, culture

Les inégalités entre les nations et les régions de l'Europe — dans l'ensemble comme à l'intérieur de chaque unité territoriale le Nord, plus avancé, contraste avec le Sud, plus arriéré, ainsi que Lain Entralgo l'a montré —, créent le difficile problème de combler le retard et de les amener toutes au même niveau. De cette question on avait déjà pris conscience au XIX^e siècle, on voulait alors orienter tous les peuples sur la route du progrès. À cette conception unilinéaire de la marche de l'humanité on semble revenir de nos jours, comme s'il n'y avait qu'un seul avenir possible pour elle, et les pays se situaient sur une ligne, les uns en avant, les autres cherchant péniblement à les rattrapper. Cette accélération pour rejoindre la tête du peloton se fait par le développement et la modernisation: processus que l'on tend à envisager aussi unilinéairement. Ce sont les fameux critères de convergence, qui aboutissent à la destruction des structures des sociétés et économies et de leur patrimoine, à l'abandon des activités et façons de vivre.

Mais d'autre part jamais on a tant parlé de la mémoire collective et de l'impérieuse nécessité de préserver l'héritage reçu des générations antérieures. Parfois on dirait que l'on désire revenir en arrière, à la recherche du temps perdu — «the world we have lost» (Peter Laslett). Sans arriver jusque là, soulignons la difficulté de concilier le respect de la mémoire et du legs reçu et la vive allure d'une modernisation confondue avec reniement et destruction.

2.1 — Qu'est-ce que moderniser veut dire?

Il ne s'agirait plus, comme à la Renaissance, de former un homme nouveau, selon un modèle par les hommes eux-mêmes inventé, des systèmes de

valeurs et d'attitudes ouverts à toute l'humanité. Il ne s'agirait non plus, comme au XIX^e siècle, de façonner l'État et la société sur la base de la citoyenneté et de la liberté, de la volonté générale, de la propriété privée, des relations de marché; avec un système d'enseignement qui éliminerait l'analphabétisme et répandrait l'instruction primaire et l'instruction professionnelle. Le progrès matériel, certes, mais aussi le progrès moral et intellectuel; la science autant que la machine.

Aujourd'hui, la modernisation est conçue comme un quadrilatère de vecteurs:

- L'internationalisation de l'économie, l'organisation des entreprises à grande échelle (concentration et impérialisme à la Lénine);
- L'introduction partout de technologies de pointe, et la technologisation uniformisante du globe (Laurent Joffrin);
- Le généralisation de l'emploi de l'informatique et les efforts de «rationalisation» (gestion ne visant que l'efficacité, confondue avec le profit);
- La privatisation de presque toutes les formes d'organisation des activités (l'État aliénant le patrimoine public afin de colmater ses déficits, et voulant renforcer les intérêts des particuliers).

On penche volontiers à identifier modernisation et une soi-disant économie de marché. Double méprise. Car la logique d'une économie de concurrence parfaite (l'économie de marché classique) diverge complètement de la logique du système oligopolistique (ou d'oligopsones) et de la logique du système de monopoles (monopsones). Certes elles peuvent coexister dans la même structure, adaptant ses formes. Mais ces deux logiques impliquent la planification par les entreprises, l'abandon de règles fondamentales du marché. C'est la structure actuellement prévalente. D'autre part, moderniser n'est nullement univoque, plusieurs conceptions de modernité sont possibles. L'idée que la modernisation n'est qu'un système unique de buts et valeurs la réduit à une idéologie de penchant totalitaire — c'est le cas de la mesure de la modernisation par le degré d'efficacité atteint, comme s'il n'y avait qu'une seule définition d'efficace (en réalité adéquation des moyens aux buts, et donc variable selon les buts choisis).

De méprise en méprise, on en vient à ne mesurer l'efficacité qu'en termes quantitatifs, surtout d'après les performances de vitesse, le nombre d'unités produites, les sommes engagées dans la production. Ce sont les trains à très haute vitesse, les voitures dépassant les 200 km/h, l'étendue du réseau d'autoroutes, les Mhz des ordinateurs (beaucoup plus que l'opérationnalité des logiciels), le nombre des fonctions du vidéo (la plupart ne seront jamais utilisées). Tout cela masqué par la rhétorique de la qualité. Produire chaque fois davantage, de façon à dépasser toujours les chiffres précédents — la production chiffrée en monnaie — tant de millions — et non pas appréciée d'après la contribution au mieux-être et au bonheur des hommes. Un hôpital s'évalue en millions, non pas en fonction des services rendus à la santé publique.

2.2 — La diversité structurelle des économies et l'obsession d'un paradigme unique

L'échec cuisant des économies soviétiques, qui freinaient la démocratisation politique et culturelle, a creusé un immense vide d'idéaux, et a permis de lancer à partir de l'Occident mais se voulant de portée universelle, une idéologie qui serait la seule valable (et donc à laquelle on ne veut point reconnaître le statut idéologique). On a vite enterré les idéologies au pluriel et supprimé le choix des buts, les valeurs et les fins contraires à l'imposition officielle étant classées comme des utopies anachroniques. Seule pourrait fonctionner une économie de marché que personne ne se soucie de définir; l'action des agents, l'intervention de l'État n'obéiraient pas à des options préalables, elles seraient dictées par la seule mire de cette mystérieuse rentabilité. C'est, proclame-t-on, le triomphe du «pragmatisme» — l'action sans boussole, spontanément portée vers le profit maximum qui assurerait le maximum de satisfaction des consommateurs.

Pourtant les recettes «pragmatiques» ont, à l'Est, plutôt aggravé le chaos dans lequel commençaient à sombrer les économies soviétiques. Il aurait fallu, au contraire, réaménager certaines structures et certains fonctionnements, inventer des formes nouvelles capables de faire démarrer ces sociétés en danger de ne plus être, leur ouvrant des possibilités de résoudre sans heurts catastrophiques leurs problèmes au bénéfice de tous. L'imposition brutale de la soi-disante vérité du marché a tout détraqué et n'a pas permis d'organiser sur de nouveaux fondements.

En Europe occidentale et centrale des problèmes se posent que les chocs en retour de l'effondrement à l'Est rendent plus pressants. On parle d'Europe à deux vitesses, mais c'est plutôt d'économies structurellement différentes qu'il faudrait parler. Et donc d'application de politiques différenciées: l'obsession d'un paradigme unique ne peut mener qu'à de fausses transformations de fond, à des relations de domination et subordination inadaptées à la satisfaction des populations.

2.3 — Les mythes et les contraintes du réel

L'orientation de la politique économique actuelle découle de trois orientations fondamentales. D'une part, la faillite de la régulation centrale impérative, s'appliquant à travers une planification pointilleuse exigeant la mise en place d'une bureaucratie dévorante. Elle impliquait la collectivisation des moyens de production et circulation, et ce système a été confondu à tort avec le socialisme. D'autre part, à l'Ouest, les politiques économiques néo-classiques ont connu des échecs, se sont empêtrées dans des situations d'impasse — stagnation, le chômage, l'incapacité de contrôler le progrès technique. Ainsi l'évolution a amené la régulation par les grandes organisations, la politique économique «salvatrice» étant apparemment le néo-libéralisme d'un État qui n'est que l'instrument des forces des gros intérêts déchainés.

Choisissons quelques questions topiques de la contradiction entre la rhétorique des mythes et les contraintes de la réalité.

Les inégalités à travers le monde ne cessent de se creuser dangereusement. Soulignons:

- a) L'incapacité d'extirper la faim de la face de la Terre et de sauver des millions qui crèvent par manque de l'essentiel;
- b) L'incapacité d'élever le niveau de vie de milliards d'êtres humains et d'éliminer les poches de misère. 30 millions de pauvres en Europe; aux USA, la sonnette d'alarme, tirée par Robert Coles en 1969 (*Still Hungry in America*) s'est fait entendre de nouveau grâce à Richard Ropere (*The American Dream Turned Nightmare*, 1991). La Banque Mondiale a calculé en 1100 millions l'extrême pauvreté;
- c) Parallèlement, l'analphabétisme progresse en chiffres absolus — encore un milliard;
- d) L'incapacité d'annuler la dette du Tiers et Quatrième Mondes, freinant tous les efforts pour faire démarrer ces économies fragiles, en proie aux mafias;
- e) Dans le commerce mondial le trafic des armes, de la drogue et du pétrole forment la trilogie dominante; en étroite liaison, et sous la direction de certaines banques, voire des gouvernements. Ces réseaux sont en train d'étouffer l'humanité, mais ces productions et commerces sont les fondements des économies très développées, les uns, des économies sous-développées, les autres;
- f) Les économies tertiaires et hautement industrialisées tournées, non pas vers la satisfaction des besoins de consommation, mais vers la production à outrance — même si les produits ne servent à rien. Ce qui n'est possible que par l'obsolescence imposée — la course infernale aux innovations technologiques, sans que leur nécessité existe;
- g) D'autre part, il faut pousser les gens à acheter, voire créer artificiellement du pouvoir d'achat: ainsi la publicité et les industries dites culturelles commandent les processus productifs et façonnent toutes les activités — sport, cinéma, télévision, tourisme, la culture en général, et jusqu'à la politique;
- h) Partout des centaines de millions d'enfants travaillent, se prostituent, sont exploités sans vergogne — et des millions n'ont pas de toit, vivent dans la rue (30 millions au Brésil), traqués par la police.

Cette économie dite de marché (mercantilisée jusqu'à la moelle) tend pourtant à l'auto-destruction: concurrence imparfaite, formation de géants organisationnels en constellations tentaculaires, contrôle des moyens de communication de masse, luttes âpres pour la domination. Elle tourne à la spéculation financière, les mécanismes boursiers sont détraqués. Le culte de la rationalité, de l'efficacité, du pragmatisme — le règne incontesté de la gestion — ne semble pourtant pas aboutir aux résultats globaux désirés — faillite de la PANAM, de Drexel, de la société immobilière canadienne qui était la première au monde, disparition de 500 banques aux USA... Le plus grave c'est que l'on s'achemine vers une civilisation sans travail, rationaliser les entreprises est devenu synonyme de renvoyer des milliers et milliers d'ouvriers et employés — donc, de chômage et exclusion sociale, dorénavant traits structurels. Comment vendre une produc-

tion obligée de croire à la masse en gonflement des sans travail et réformés, aux peuples ravagés par l'absurdité des guerres ethnico-religieuses? Échec d'une économie politique dogmatique, et de la généralisation de l'idée de génie (ingénierie) à tous les domaines.

À travers l'histoire, les économies et sociétés configurèrent l'espace, établissant un équilibre avec la «nature» — ou plutôt, créant différentes formes de nature. Les équilibres successifs qui existaient ont été rompus, actuellement tout le globe et toute l'humanité sont menacés à mort, et néanmoins on n'arrive pas à une action concertée qui freine la dégradation et recrée les conditions d'une vie saine et d'un milieu environant accueillant et esthétiquement réussi. Il ne faut pas se laisser leurrer par l'idée d'un état naturel auquel on pourrait revenir. C'est une nature nouvelle qu'il nous faut inventer — œuvre éminemment culturelle, s'il y en a.

Cette absence d'un nouvel équilibre n'est qu'un des aspects de la civilisation du risque (Patrick Lagadec) dans laquelle nous sommes plongés et qui délabre notre existence quotidienne. Ne retenons que l'incendie qui naguère détruit intégralement le Pavillon des Découvertes à Séville. En fait, ce sont les failles des systèmes de manutention, conservation et sécurité, le maniement défectueux des mécanismes, la réduction du personnel qui en est chargé, afin de réduire les frais — fausses économies !

Nous sommes confrontés avec l'échec de l'application universelle d'un modèle unique, évangile de salut. D'une part, nous devons refuser d'acheminer toutes les sociétés et civilisations sur les mêmes rails, vers l'identité des conditions partout. Mais d'autre part les sociétés et civilisations ne sauraient non plus refuser le changement, repousser les innovations. Elles ne réussiront à se transformer tout en ne se laissant point écraser par le rouleau compresseur qu'en lançant des processus différentiels, chacun approprié à la structure en cause. Tout leur passé, toute l'épaisseur des temps y est impliqué, et le futur que l'on bâtit ne doit nullement effacer la mémoire. Au contraire, il faut s'enraciner dans les héritages et récupérer scientifiquement et culturellement les différentes mémoires, de façon à bien définir ce que nous sommes et ce que nous voulons devenir.

La modernisation est par essence un processus culturel, engageant des transformations politiques, et s'insérant dans une logique économique qu'il façonne et dont il reçoit les conditions de réalisation. Ne retenons ici que la question-clé des «industries culturelles»: dans l'évolution depuis la Seconde Guerre Mondiale leur apparition et croissance obéissent à la recherche dominante du profit, et elles asservissent l'investigation scientifique et toute la création et transmission de la culture. Situation qu'il faut impérativement renverser si nous récusons de transformer les hommes en jouets de forces incontrôlables et en êtres à la personnalité éclatée et projetée dans les choses extérieures.

3 — Préservation des diversités contre homogenisation. Mémoire et projet

1) Les interventions des pouvoirs se sont centrées jusqu'ici sur la législation et la réglementation, ce qui engendre et hypertrophie les bureaucraties. La dictature des finances, en particulier, en coupant les dépenses nécessaires et

en accroissant les recettes englouties par les fins somptuaires, disloque tous les systèmes organisationnels publics et entrave les changements structurels. L'institutionnalisation bureaucratitante alourdit péniblement les organes internationaux et nationaux et livre le citoyen à la merci de l'arbitraire.

2) La politique, selon nous, est (doit être) du ressort de la culture, en tant que libre choix des valeurs et des paradigmes de la construction de l'homme; nous ne devons pas les isoler, ni subordonner la seconde à la première. Par conséquent la politique vise à établir les conditions de la réalisation de la personnalité de tous les êtres humains, la libre création et recherche; elle doit s'efforcer de garantir la desidéologisation de la science et de la pensée réflexive, d'empêcher l'appropriation et manipulation des héritages, des œuvres culturelles et des champs de relations humaines par des classes, partis, sectes, lobbies ou leaders ambitieux, et de répudier les «cultures officielles» (à penchant totalitaire, évidemment).

3) Néanmoins l'exercice des pouvoirs interfère avec la culture, surtout aujourd'hui qu'elle est tenue et manœuvrée par les industries «culturelles» qui tendent à l'engloutir entièrement. Donc, les politiques économiques, éducationnelles, de tourisme, de transferts technologiques jouent un rôle très fort dans le tracé des voies culturelles. Il est par conséquent indispensable de mettre toutes ces industries sous la tutelle des fins et valeurs de la culture qui exprime la signification de nos choix et de ce que nous voulons créer. En conclusion, il faut envisager spécifiquement une politique de la culture, rattachée à la politique d'éducation.

4) À une telle politique il appartient de favoriser la formation et le fonctionnement d'espaces d'autonomie. Dans chaque nation le legs culturel a comme sommets institutionnels des organismes tels que la Bibliothèque Nationale, les Archives Nationales, le Musée National d'Art Ancien et Contemporain, des monuments tels que la Batalha, les Jerónimos, la Tour de Belém. De rigoureux interdits d'intrusion des pouvoirs ou intérêts doivent les protéger. Mais les autres bibliothèques, archives, musées, toutes les institutions, tous les espaces de création et de recherche doivent jouir de totale indépendance, quoiqu'une coordination s'établisse entre eux, afin d'aboutir à la meilleure utilisation au profit de tous.

5) C'est par les nations que l'Europe, et en fin de compte tout le monde moderne ont été forgés, lentement, souvent en dates récentes. La nation est l'instance d'intégration de la diversité des sites, lieux, régions, ethnies, croyances, genres de vie, affirmant son identité face aux autres nations et formations politiques. Identité étayée par la mémoire, et toujours en processus de construction en cheminant vers un futur d'innovation, et non point de répétition ou simple commémoration. L'identité nationale, conscience collective, suppose la rencontre quotidienne, la communication réciproque et la collaboration entre des gens différents; la différence ne justifie point la séparation en subtotalités homogènes.

6) Contrairement à ce qu'on ne se lasse pas de dire et redire, et aux chemins qu'on a obstinément suivis, l'Europe sera démocratique et culturelle ou elle ne sera jamais l'Europe. Son identité surgit de racines diverses: l'hellénisme, la Romania, le monde barbare, la Chrétienté, l'humanisme et la science, la Réforme, les Grandes Découvertes, les innovations techniques, la liberté, le pou-

voir représentatif et l'État constitutionnel, le penchant égalitaire, les nations. Toutefois une telle identité n'est pas un acquis, un héritage que nous recevons tout fait; c'est un perpétuel se faisant, l'invention de nouveaux paradigmes, normes, valeurs, options, ainsi que la réalisation de formes sociales insoupçonnées.

7) L'Europe est avant tout une démocratie, un ensemble de nations démocratiques liées entre elles par de nouveaux liens politiques qui forment une instance commune également démocratique. Mieux encore, c'est une démocratisation toujours en marche, dans tous ses ressorts et sur tous ses niveaux. Elle n'appartient point aux gouvernements ni aux bureaucraties supranationales; elle est le bien commun des citoyens, à ceux-ci d'en assumer la pleine responsabilité. Ce qui ne veut pas dire que, considérée par exemple l'instance nationale, il n'y ait qu'une seule forme de démocratie possible; des formes diverses sont à admettre, en accord avec l'identité de chaque nation, la structure sociale, économique, culturelle spécifique.

8) L'Europe est une culture — système ouvert de valeurs, manières de penser et de sentir, paradigmes de conduites, créations en permanence renouvelées d'œuvres et complexes artistiques et autres, paysages modelés, espaces d'accueil de façons de vivre. C'est l'attitude rationnelle et critique, le refus des fanatismes et du délire du fantastique, une formation équilibrée du corps et de l'esprit, la confiance dans la résolution des problèmes matériels par l'action technique, la capacité de se critiquer soi-même, de douter méthodiquement. C'est un complexe d'activité scientifique, de création littéraire, musicale, artistique, une manière de penser historique en ce qui concerne tous les problèmes des hommes et de l'homme, la mise en relation des hommes selon des normes qui les rendent responsables dans la liberté, le sens de la dignité grâce au respect des droits fondamentaux.

9) L'Europe est plurale — c'est l'unité tantôt précaire tantôt en consolidation, d'une multiplicité de formations socio-politiques et techno-économiques, d'héritages culturels, de langues et religions, de formes artistiques, marquant des contrastes, des différences, des nuances. Dégageons trois questions, aujourd'hui au centre de toutes nos préoccupations.

9.1) Le respect envers les langues nationales et de minorités. Nous ne pouvons nullement accepter l'hégémonie de l'une d'entre elles, quelle qu'elle soit, ni la volonté de s'imposer à tous les peuples. Chaque peuple doit parler, lire et écrire au moins une autre langue en plus de la langue maternelle, et au minimum comprendre une troisième langue. Il serait fâcheux que les milieux scientifiques deviennent monolingustiques, et la richesse, le foisonnement des diverses littératures doit être autant que possible accessible dans la langue d'origine, et non pas seulement en traduction. Nous regrettons que les Portugais, entre autres, ne respectent pas, n'aiment pas, ne sachent pas se servir de leur langue correctement.

9.2) L'Europe est née en rupture avec la Chrétienté. En elle coexistent et doivent coexister formes diverses du christianisme, l'Islam, l'athéisme, et elle doit rester ouverte à toutes les religions. L'unité de l'Europe ne se forgera pas si l'on veut l'asseoir sur des religions institutionnalisées, sur une religion unique. Sans doute la religiosité est une dimension inhérente à la mentalité européenne, mais nous ne pouvons privilégier aucune forme d'institutionnalisation.

9.3) Aussi, l'autre face de la religiosité est, pour l'esprit européen, la laïcisation — contre la domination d'une, ou plusieurs religions sur l'État et la société civile. En Europe, toute profanation, comme n'importe quelle sacralisation, sont également légitimes, voire nécessaires.

10) Mais l'esprit et le projet européen, par essence, ne se confinent point à ce continent, ils culminent dans l'humanisme universalisant. L'unité de l'humanité engage l'homme comme une fin en soi, et refuse de l'instrumentaliser au service des autres. Cela conduit à la réciprocité des perspectives entre le *nous* et les *autres*, dans le respect inviolable des droits de l'homme et du citoyen. Respect également des droits collectifs des peuples: droit à disposer d'eux-mêmes, à préserver leur héritage, à former des totalités ayant le libre choix des formes politiques. À la croisée des deux directions, le droit pour tous de ne pas sombrer dans la misère, de ne pas subir l'oppression, la guerre, la terreur, la drogue, de ne pas être désarmé devant la maladie et la souffrance. Tous ont le droit de trouver ouvertes les opportunités de se développer et de bâtir l'avenir en accord avec leurs aspirations. Ces principes doivent être reconnus et appliqués effectivement dans toutes les nations et régions du globe, aucune dérobade n'étant acceptée.

Ainsi construirons-nous, par un effort persévérant et lucide, en engageant notre responsabilité à tous, les trois étagements d'une civilisation de la dignité: l'héritage et les perspectives nationales, l'esprit et le projet européen, l'humanisme universalisant.

(Versão entregue em Janeiro de 1996)